

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Année 1904

530
N°

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 21 juillet 1904. à 1 heure

PAR

Marc DUBOSCLARD

Considérations sur l'Hygiène de l'Internat

DANS LES

LYCÉES DE GARÇONS

Président : M. DIEULAFOY, Professeur.

TROISIER, Professeur.

Juges : MM.

WIDAL, Agrégé.

RENON, Agrégé.

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE

JULES ROUSSET

1, RUE CASIMIR-DELAVIGNE ET 12, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE
(anciennement 36, rue Serpente.)

1904

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Doyen
Professeurs.....

Anatomie
Physiologie.....
Physique médicale.....
Chimie organique et chimie minérale.....
Histoire naturelle médicale.....
Pathologie et thérapeutique générales.....
Pathologie médicale.....
Pathologie chirurgicale.....
Anatomie pathologique.....
Histologie.....
Opérations et appareils.....
Pharmacologie et matière médicale.....
Thérapeutique.....
Hygiène.....
Médecine légale.....
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....
Pathologie comparée et expérimentale.....

Clinique médicale.....

Maladies des enfants.....
Clinique de pathol. mentale et des maladies de l'encéphale.....
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....
Clinique des maladies du système nerveux.....

Clinique chirurgicale.....

Clinique ophtalmologique.....
Clinique des maladies des voies urinaires.....
Clinique d'accouchements.....
Clinique gynécologique.....
Clinique chirurgicale infantile.....

M. DEBOVE
MM
POIRIER.
CH. RICHEL
GARIEL
GAUTIER
BLANCHARD
BOUCHARD
HUTINEL
BRISSAUD.
LANNELONGUE
CORNIL.
MATHIAS DUVAL
BERGER.
POUCHET.
GILBERT.
N....
BROUARDEL
DEJERINE
CHANTEMESSE
LANDOUZY
HAYEM
DIEULAFOY
DEBOVE
GRANCHER
JOFFROY
GAUCHER
RAYMOND
FERRIER
DUPLAY
LE DENTU
TILLAX
DE LAPERRONNE
GUYON
PINARD
BUDIN
POZZI.
KIRMISSON

Agrégés en exercice

MM.	MM	MM.	MM
ACHARD	FAURE.	LEGRY.	RIEFFEL (chef de
AUVRAY.	GILLES DE LA	LEGUEU	Travaux anatomiques)
BEZANÇON.	TOURETTE.	LEPAGE	TEISSIER.
BONNAIRE.	GOSSET.	MAUCLAIRE.	THIERY
BROCA Auguste.	GOUGET.	MARION.	THIROLOIX
BROCA Andre.	GUIART.	MERY.	THOINOT
CHASSEVANT	HARTMANN.	POTOCKI.	VAQUEZ
CUNEO.	JEANSELME.	RENON.	WALLICH
DEMKLIN.	LANGLOIS.	REMY.	WALTHER
DESGREZ.	LAUNOIS.	RICHAUD.	WIDAL
DUPRE.			WURTZ

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend ni donner aucune approbation ni improbation

A MES MAITRES :

M. CORNIL

Professeur

M. DIEULAFOY

Professeur

M. LETULLE

Professeur à l'hôpital Boucicaud

M. RICARD

Professeur à l'hôpital Saint-Louis

M. BOUSQUET

Professeur à l'Ecole de Médecine de Clermont-Ferrand

M. MAYGRIER

Professeur à l'hôpital de La Charité

A MES PARENTS

A MON PRÉSIDENT DE THESE

M. LE PROFESSEUR DIEULAFOY

Professeur à la Faculté de Médecine

Membre de l'Académie de Médecine

Grand Officier de la Légion d'Honneur

De l'internat

« Le régime intérieur de nos établissements d'enseignement secondaire, c'est presque essentiellement l'internat. Certains lycées, sans doute, et non des moins prospères, sont de purs externats, mais ils sont en si petit nombre et constituent chez nous une telle exception, qu'on pourrait presque les mettre hors de cause. Sans doute encore dans tous les lycées et collèges, la proportion des externes est considérable mais ce n'est pas leur sort qui a le plus lieu de préoccuper l'opinion. En nous les donnant à instruire, leurs parents se réservent implicitement et quelquefois expressément de les élever.

« D'ailleurs, l'internat apparaît comme une nécessité dans notre état social, car sans lui, la moitié peut être des jeunes gens qui font des études secondaires n'en feraient pas. Tout ce qu'on peut demander raisonnablement, si pénétré qu'on soit de ses dangers, c'est que l'Etat fasse tout ce qui dépend de lui, pour en enrayer le développement et en corriger les effets. La suppression pure et simple en peut être souhaitée, encore y aurait-il beaucoup à dire là-dessus et cette disparition pourrait-

elle laisser des regrets, même au point de vue de la théorie pure. Ce qui est sûr, c'est que pratiquement, il n'y a rien à attendre, quant à présent de propositions de ce genre. Peut être même, tout excellentes qu'elles sont dans leur partie critique, ont elles eu l'inconvénient, en donnant comme possible une mesure radicale, qui ne l'était pas, d'empêcher l'attention de se porter autant qu'il l'eut fallu sur les améliorations qui étaient et qui sont réalisables.

« Certes nous verrions avec joie et nous sommes d'avis de favoriser par tous les moyens, toute tentative sérieuse pour inaugurer à la place de l'internat, qui a vraiment en France un développement excessif, un régime qui rendît les mêmes services sans offrir les mêmes inconvénients. Mais ces tentatives ne peuvent guère venir que de l'initiative privée. Elles supposent tout au moins un effort spontané des individus et un bon vouloir confiant de la part des familles, qui, jusque-là, ne se sont pas rencontrés. Les essais honorables mais isolés qui se sont produits n'ont pas eu un succès qui permette de compter à brève échéance sur la transformation que nous appelons de nos vœux. Ni le système tutorial des Anglais, qui n'est pas d'ailleurs sans porter à la critique, ni l'hospitalité familiale, trop coûteuse chez nous, mais surtout trop contraire à notre conception tout intime de la famille, ne semblent près de s'acclimater chez nous.

« L'administration nous a avoué qu'il n'avait pas tenu qu'à elle que l'essai en fut fait sous son patronage même, notamment lors de l'ouverture du Lycée

Lakanal, elle promet de s'y prêter en toute occasion comme de résister toujours à l'extension de l'internat, là où il ne sera pas d'une nécessité rigoureuse. »

Ainsi s'exprimait, dès 1890, la Sous-Commission chargée d'enquêter sur les modifications à apporter au régime intérieur des lycées, et je ne pouvais mieux faire que de citer ses conclusions.

Si, demain, on supprimait l'internat des lycées, on verrait s'ouvrir des maisons pour recevoir les élèves. Là, ils se retrouveraient agglomérés, avec tous les désavantages de la vie commune et leur hôte serait loin d'offrir les garanties que les familles réclament de notre administration ; le régime subsisterait mais aggravé. Il ne faut pas songer à démolir, mais seulement à mieux adapter l'édifice en suivant les prescriptions chaque jour plus précises, des hygiénistes.

Je n'aurai pas à traiter ici des questions de programme ou à rechercher une meilleure répartition des divers exercices imposés à l'enfant : la Sous-Commission de 1890, comme celle réunie en 1901, étaient composées de recteurs, de proviseurs et de professeurs, tous éminemment compétents en matière d'enseignement. Je ne m'arrêterai pas non plus à la disposition générale des locaux. Aujourd'hui les lycées, pour la plupart, sont de véritables palais ; les salles de classe ou d'étude sont parfaitement éclairées et d'une aération facile ; le mobilier scolaire a subi les transformations nécessaires ; les appareils de chauffage sont souvent irréprochables, etc., etc.

Ce que l'on doit souhaiter, ce que l'on doit vouloir,

c'est que l'interne, après les heures consacrées à l'étude, trouve au lycée, sinon les mêmes commodités et les mêmes attentions que l'externe dans sa famille, du moins les soins les plus éclairés et toute la sécurité compatible avec son genre de vie en commun.

En est-il toujours ainsi ? Une rapide esquisse historique de l'organisation de l'internat nous permettra d'en juger ou servira de base à nos critiques.

Organisation de l'internat.

Par un décret du 2 floréal an, X Bonaparte, premier consul, décida de la création d'un lycée par arrondissement de chaque tribunal d'appel. L'administration en était confiée à un proviseur ayant sous ses ordres un censeur des études et un procureur, gérant les affaires de l'école. Il constituait en outre un bureau d'administration composé de cinq membres. le préfet, le président du tribunal d'appel, le maire, le proviseur, etc.

Chaque lycée était tenu d'admettre quatre genres d'élèves : les uns désignés immédiatement par le Gouvernement et âgés d'au moins 9 ans ; les autres choisis après concours dans les écoles secondaires ; ceux que leurs parents désiraient y mettre en pension et des élèves externes.

C'est dans les couvents, rendus déserts par la Révolution, que les lycées s'installent de préférence. « Vous chercherez un local et vous le préférerez parmi ceux qui ont été autrefois destinés au même usage ». « Les bâtiments des élèves doivent contenir des cours spa-

cieuses pour les récréations, et quelques parties couvertes d'arbres ; des salles séparées et distinctes en nombre correspondant à celui des classes, des salles d'exercices, des réfectoires à portée des cuisines, des salles d'étude ou quartiers partagés par classe, des dortoirs où il n'y ait pas plus de 25 à 30 lits, avec celui d'un maître. »

Chaque lycée doit être aménagé pour recevoir 150 élèves, mais c'est en vain que l'on cherche les détails de cet aménagement. Le projet, disait Challan au tribunal, le 6 floréal, a évité d'entrer dans des détails trop minutieux, toutefois il adresse quelques avis aux administrateurs : « Vous écarterez les effets également fâcheux d'un luxe importun, ou d'une parcimonie repoussante... Souvent, vous aurez à simplifier, vous essayerez, par exemple, de substituer des lits de Rumford, à cadres de toile sans matelas, aux couchers ordinaires si chers et si difficiles à bien entretenir... Vous appliquerez les principes de ce philanthrope aux moyens de chauffer les lieux destinés aux élèves. »

Sur toute cette organisation, plane avec le souvenir de l'esprit monastique, toute la rudesse de l'esprit militaire. L'un des bambins est sergent ; sa frêle voix esquisse des commandements militaires et les 24 autres, la compagnie, avancent marquant le pas. Hélas ! Ils vont dès 5 heures et demie le matin, d'une salle à l'autre, d'un livre au suivant, retenant leurs rires jusqu'à la première récréation qui doit suivre le repas de midi. Au bout de trois quarts d'heure ils repartent et à 7 heures seulement, le tambour annoncera une seconde halte

sans doute bien désirée : une demi-heure de rires, car les 10 ans sont là quand même ; le repas du soir, encore une demi-heure de sursis puis le dortoir et l'enfer du lendemain. Les sorties de quinzaine ne sont que des faveurs, les vacances ne sont pas prévues pour tous et il y a la prison. On faisait des soldats, on supprimait l'enfance.

Les règlements de 1809 sont plus explicites, surtout en ce qui concerne le régime alimentaire, et je me permettrai quelques citations. « Il sera, y est-il dit, établi dans les lycées des masses à l'instar de celle des troupes. Il y aura, en conséquence, masse de nourriture, masse d'entretien, masse d'habillement, masse de dépenses communes et masse de menues dépenses. Le montant de la pension divisé en cinq parties inégales fournira ces masses. Dans les lycées de première classe, la masse de nourriture est portée pour 365 fr. et 465 fr. à Paris ; d'habillement pour 80 fr. et 112 fr. 50 à Paris.

« La nourriture des élèves doit être saine et abondante sans recherche ni excès. Les variations qui peuvent résulter de la différence des âges des élèves ne permettent pas de déterminer une règle exacte pour la consommation, mais des calculs approximatifs ont donné lieu de croire que la consommation moyenne d'un lycée, en y comprenant toutes les personnes nourries, ne devrait pas excéder par tête d'élève et pour chacun des 365 jours de l'année, savoir :

75 décagrammes de pain ;

25 décagrammes de viande ;

33 centilitres de vin ou 66 centilitres de bière ou de cidre.

Les gens de service doivent être nourris sur ces quantités, »

Suivent des prescriptions relatives au trousseau, mais citons encore :

« L'élève sera toisé tous les trimestres et sa taille inscrite sur son livret. Au moyen de ces livrets, le registre de l'habillement ne présentera qu'un compte ouvert pour chaque pièce d'habillement. Mon intention est qu'on suive pour les prix d'achat et quantités d'étoffes à employer, les dimensions et les prix correspondants, en raison de la taille de huit en huit centimètres, tels qu'ils sont portés au tarif ci-contre..... L'habit, la veste et le chapeau ne doivent en général être renouvelés que tous les dix-huit mois au plus, la culotte deux fois par an, etc. »

On me pardonnera cette dernière citation, car elle témoigne bien d'un esprit de généralisation à outrance, pliant les corps dans la même étoffe, modelant les âmes sur un type unique; elle dit mieux que je n'aurais su faire, combien l'enfant était perdu au milieu de ses camarades, véritable unité dans un régiment, et privé des attentions particulières si nécessaires à son âge.

Mais 1814 vit choir l'Empire, « le signal de tous les exercices ne sera plus donné qu'au son de la cloche » s'empresse d'écrire Fontanes. « Les élèves ne seront plus divisés par compagnies, mais seulement par études de trente à quarante élèves..... L'habillement

continuera d'être uniforme, mais il n'aura plus les formes militaires. » « Il convient pour le moment, continue-t-il, de se borner à ces dispositions peu importantes, mais néanmoins vivement réclamées par l'opinion publique. » La même opinion publique et la « touchante unanimité des vœux qui appellent les descendants de Saint-Louis au trône de leurs aïeux » obtiennent encore la suppression des cocardes que les élèves ont l'usage de porter « la cocarde étant plus spécialement réservée aux militaires ».

En 1815, les lycées prennent le nom de collèges royaux. La Commission de l'Instruction publique, présidée par Cuvier, décidée à faire disparaître promptement tout ce qui, dans ces collèges, rappelait encore le régime militaire, inaugura le frac de drap bleu avec boutons de métal et substitua le chapeau rond au chapeau à trois cornes. Avec le tambour disparu, disparurent les exercices militaires et chaque jour n'accordait que trois heures à la récréation.

Abandonnés pécuniairement à leurs propres ressources, les collèges royaux paraissent livrés ou à peu près à l'omnipotence d'un proviseur. Il y a bien un conseil d'administration, des inspecteurs, mais ce n'est pas le côté matériel qui attire leurs regards. Un proviseur du collège Henri IV modifiait l'uniforme au gré des élèves et moyennant rétribution : il achetait des lits et demandait à chaque pensionnaire de verser un supplément de 50 francs pour éteindre sa dette. Il y eut plainte, elle fut suivie d'un rappel au règlement. Les

conditions de salubrité, le mode d'alimentation n'étaient pas mieux surveillés que l'uniformité du costume.

En 1834, quelques collèges royaux ayant établi des fourneaux, dits économiques, réalisèrent une forte réduction dans la dépense du combustible et purent créer sans frais, un service régulier de bains pour les élèves. Le ministre, avant de généraliser ce système de chauffage, demande : « Quel est, dans chaque collège, le genre habituel de nourriture ? Quel est le régime des jours gras et celui des jours maigres ? »

La République de 1848 fit revivre le nom de lycée et, en mai, Serres, président d'une commission, soucieux enfin du bien-être des enfants, adressait aux proviseurs un questionnaire, auquel les médecins de l'établissement étaient appelés aussi à répondre. J'en extrais les paragraphes suivants :

« Le plus bas âge pour l'admission des élèves, fixé d'abord à neuf ans, puis abaissé à huit ans, doit-il être maintenu à cette dernière limite ?

« Pourrait-on, sans inconvénient pour la force des études, introduire quelques modifications dans la durée du travail, soit dans la salle de classe, soit dans la salle d'étude ?

« Le temps accordé au sommeil est-il suffisant ? Le temps des récréations est-il convenablement employé ? Pensez-vous qu'une plus large part puisse être faite à l'éducation physique ?

« L'établissement que vous dirigez, par sa situation, par la disposition des classes, des dortoirs et des pro-

menoires, offre-t-il des conditions favorables ou défavorables à la santé des élèves ?

« Y aurait-il des améliorations à introduire dans l'alimentation ? Quels sont les heures, le nombre et la durée des repas ? »

Autant de problèmes qui étaient enfin posés mais dont la solution devait se faire attendre longtemps, au moins pour quelques uns. On commença par régler l'alimentation. « Il faut, disait le ministre Fourtoul en 1853, ne laisser sous ce rapport essentiel, aucun prétexte aux plaintes qui sont arrivées quelquefois jusqu'à moi. »

Aux termes de l'article premier du décret, on accordait aux élèves, les jours gras, aux deux repas, un plat de viande au moins et deux au dîner, lorsque le premier plat était du bœuf bouilli.

L'administration est chargée « de veiller à ce que la qualité et la préparation de la viande soient irréprochables. » Quant à la quantité, chaque part désormais sera pesée. « Il faut absolument substituer, était-il dit à ce propos, à une routine trop souvent parcimonieuse, les données certaines de la science. »

L'article II « posait quelques règles indiquées par l'expérience relativement au menu des repas. »

Jusque là, les élèves ne recevaient au déjeuner qu'un morceau de pain sec. « Convaincu, avec tous les médecins, qu'un tel aliment ne peut soutenir les forces d'un enfant qui se lève à 5 heures du matin et ne dîne qu'à midi, j'ai décidé, écrit le ministre, qu'au pain sec on ajouterait, en hiver un potage dont il faudra varier la composition, et en été une tasse de lait. »

Le nombre des jours maigres est limité à deux et encore le ministre ajoute : « Dans les établissements d'enseignement secondaire de quelques diocèses, l'autorité épiscopale a bien voulu permettre l'usage de la viande le samedi, si la dispense du maigre pour le samedi était étendue aux établissements de votre académie, la santé des enfants y gagnerait beaucoup. Je vous invite à solliciter de l'autorité diocésaine, tous les adoucissements qui pourront se concilier avec la sévérité des lois de l'Eglise. »

« Enfin, poursuit le ministre, les écoliers mangent avec une précipitation nuisible. Il n'est sans doute pas nécessaire de consacrer au frugal repas du collège beaucoup de temps, mais encore faut-il, qu'on ne l'abrège pas outre mesure. »

En 1864, on modifia quelque peu le poids des aliments pour les grands élèves ; en 1887, on fixa à une demi-heure la durée des repas, mais le décret de 1853, dans ses grandes lignes, nous régit encore.

Déjà les lycées étaient prospères. « Dans plusieurs établissements, dit une circulaire, le mouvement progressif des élèves a dépassé toutes les prévisions, et les bâtiments, même lorsqu'ils ne sont pas anciens, ne répondent déjà plus aux nécessités du service. Dans d'autres qui occupent de vieilles constructions, mal distribuées, d'un aspect sombre et triste, on a peine à reconnaître des écoles de l'Etat et des demeures destinées à la jeunesse. » Ou encore : « Les familles s'habituent à confier à nos établissements de très jeunes enfants. C'est là une tendance qu'il importe d'encourager. Les

bâtiments destinés à la première enfance, doivent, plus encore que tous les autres, être placés dans des conditions de salubrité qui ne laissent rien à désirer. Les familles y tiennent beaucoup, elles recherchent pour leurs enfants, l'air, l'espace, les arbres. »

Hélas ! bien rarement les familles devaient être satisfaites. « Jusqu'ici, écrit Duruy en 1864, on a distribué les locaux qu'exigent les différents services, autour des cours, de manière à faciliter la surveillance et les récréations. Au point de vue de l'hygiène ce système a des inconvénients graves. Une cour entourée de bâtiments de quatre côtés, ne peut être complètement saine ; le soleil n'y pénètre qu'en été, et le renouvellement de l'air s'y fait difficilement. Elle est triste, souvent humide et peut exercer sur la santé, même sur le caractère des enfants une influence fâcheuse. »

Puis il ajoute lui aussi : « L'aspect des Lycées devrait être simple et gai. Je voudrais, et cela est facile dans la plupart des villes de province, des bâtiments peu élevés, des cours spacieuses ouvertes du côté du soleil, abritées d'arbres, entourées de jardins avec beaucoup de fleurs que les élèves s'habitueront bien vite à respecter. La demeure des enfants doit être riante, et il faut leur montrer les belles choses du bon Dieu dans les œuvres de la nature comme dans celles de l'esprit humain. »

Et Duruy, en 1864, institua pour les lycées de l'Empire, une commission centrale d'hygiène chargée d'élaborer tout ce qui est d'application générale et de provoquer, s'il y avait lieu, des études sur des questions d'ensemble ; au dessus d'elle, il y avait des commissions

académiques chargées d'examiner, au point de vue des nécessités spéciales et des convenances locales les questions qui intéressent la santé et le bien être des élèves.

L'instruction du 10 mai, indique les points principaux sur lesquels doit d'abord se porter leur attention. Je ne ferai que lui emprunter quelques considérations :

« Nos enfants ont une journée plus longue que l'ouvrier adulte. Les élèves sont parfois retenus quatre heures de suite dans la même salle, c'est aussi mauvais pour l'esprit que pour le corps ; dans une étude il y a presque toujours deux ou trois places dans l'ombre ; les classes manquent encore de tables, et les enfants doivent écrire sur leurs genoux dans des positions forcées qui peuvent nuire à leur développement physique. Les réfectoires les mieux entretenus ont souvent une odeur nauséabonde, etc. »

Nos désastres de 1870, vinrent faire oublier ou retardèrent les réformes, mais la sécurité revenue, la fortune publique se reconstitua bientôt, et la démocratisation de l'enseignement secondaire amena la création de nombreux lycées. Il n'est pas de chef-lieu qui ne voulut le sien, on quitta les vieux couvents pour bâtir ; on y mit souvent une certaine coquetterie.

Jusqu'en 1887 pourtant, le palais n'en fut pas moins une prison : la discipline restait la même, la journée de labeur aussi longue. Aisément on privait l'enfant de sa récréation principale, de ses promenades du jeudi et du dimanche, de ses sorties. Au travail utile, aisément succédait une tâche dont le but n'était que d'augmenter la fatigue et la peine. 1890 vit s'achever la transforma-

tion : plus de défilés silencieux dans les lycées ensoleillés et la règle monastique du silence est bannie aussi des repas. Plus de peusums « les vieilles pénalités physiques, plus mortelles encore à la bonne volonté : arrêts, sequestres, privations d'air et de mouvement, travaux forcés où l'esprit n'a point de part, legs d'une pitoyable pédagogie » ont vécu, grâces en soient rendues à M. Marion.

Après une longue campagne de presse, l'administration s'est aussi préoccupée de ce que l'on a appelé le surmenage scolaire. Les décrets du 15 juillet 1898, déclaraient qu'il était déraisonnable d'imposer la même somme de travail sédentaire à des enfants et à des jeunes gens, et condamnaient l'uniformité du régime, pour tous les élèves d'un même lycée, les décrets de 1902, en fixant en principe la durée des cours à une heure, en allégeant les programmes et rendant facultative l'étude de la langue grecque, satisfont à peu près l'opinion sur ce point.

Duruy verrait aujourd'hui les fleurs qu'il souhaitait aux abords de la demeure des enfants. Il trouverait des salles bien ventilées où les élèves sont commodément assis, et il chercherait en vain deux ou trois places dans l'ombre. Une odeur nauséabonde ne s'échappe plus des réfectoires ; les récréations sont fréquentes, animées, joyeuses ; le travail, plus ménagé, est mieux accepté. Des baies d'aération ont été creusées dans les murs du dortoir, la literie est parfaite, l'installation souvent luxueuse, la propreté la plus méticuleuse règne partout.

III

Sur l'hygiène individuelle

C'est à la faveur des données nouvelles sur le mode de propagation des maladies contagieuses, que l'administration s'est décidée à proclamer la nécessité de l'hygiène individuelle. « La tuberculose ou phtisie, dit une affiche apposée sur les murs du lycée, est une maladie grave que l'on peut éviter :

1° Par la salubrité de l'habitation ;

2° Par une bonne hygiène individuelle. »

Et plus loin : « La propreté personnelle est la première règle de l'hygiène. La toilette complète du corps doit être faite chaque jour, avec le plus grand soin, etc., etc. »

Une circulaire de 1902 précise en ces termes :

« On doit rigoureusement exiger des élèves et contrôler l'exécution minutieuse des soins de la toilette, dont l'importance est capitale pour la conservation de la santé. Non seulement on doit veiller, avec soin, à ce que la figure, les dents, les mains et les pieds, soient maintenus en état constant de propreté, mais encore,

la toilette intime, doit être rigoureusement faite chaque jour dans les internats. »

« L'usage fréquent des bains et surtout des bains douches doit être particulièrement recommandé. »

Je me contenterai d'indiquer comment ces seules prescriptions sont suivies. Hélas ! l'interne se glisse dans son lit, le soir, sans avoir pu même se rincer la bouche après son repas. Au lavabo, où il se rend le matin, il ne peut guère que mouiller son cou et son visage, quelque temps qu'on accorde d'ailleurs à sa toilette. On admettrait difficilement que les enfants se donnent les soins les plus intimes, en face les uns des autres, autour du même marbre, cela du reste serait impossible avec l'installation actuelle.

Que faudrait-il faire ? La Commission, réunie en 1890, va nous répondre : « Les dortoirs, disait-elle, seront aménagés en petites cabines individuelles, ouvertes d'un côté et séparées les unes des autres par des cloisons en bois de 1 m. 80 environ de hauteur. Chacune de ces cabines, outre le lit de l'élève, renfermera tous les objets nécessaires pour procéder à une toilette exacte et complète du corps : cuvettes, savons, éponges, brosses à ongles, brosses à dents, le tout exposé à découvert de telle sorte que l'ordre et la propreté puissent en être constamment vérifiés. »

A titre d'essai, le dortoir de l'infirmerie a été, en effet, divisé en cellules dans quelques lycées, mais on en est resté là et la Commission réunie en 1902 a dû revenir sur ce sujet.

« On ne doit réunir dans un dortoir commun, dit-

elle, que les tout jeunes enfants, qu'il est ainsi plus aisé de surveiller d'une façon constante. Encore le lavabo doit-il être distinct du dortoir et doit-il être chauffé. On doit, au contraire, éviter de réunir, dans un dortoir commun, les élèves âgés de 12 à 13 ans : passé cet âge, chaque élève doit avoir sa chambre et chaque chambre doit avoir son lavabo permettant les soins plus complets et plus intimes de la toilette. »

Une telle solution est de nature à nous satisfaire. On a invoqué contre elle, la difficulté qui résultera pour la surveillance de la division des dortoirs en chambres, mais que n'a-t-on pas dit quand la règle toute militaire des lycées dut faire place à la discipline toute paternelle d'aujourd'hui ? Le temps a fait justice de toutes les objections : l'enfant profite de ce que la surveillance est en défaut plutôt qu'il n'abuse des libertés qu'on lui donne. D'ailleurs, le collège Rollin a donné l'exemple, et depuis janvier 1903, le lycée Lakanal dispose de quarante chambres pour ses plus grands élèves. Je ne sache pas qu'on ait eu lieu de s'en plaindre. Seule, je crois, la question d'argent empêche de mettre en pratique une proposition d'un si haut intérêt ; espérons qu'on ne reculera pas longtemps devant une dépense tout à fait nécessaire.

Evidemment, en l'état actuel, le lycéen ne soigne pas sa dentition et une circulaire du 25 mars 1901 nous en fait connaître les conséquences : « M. Parent, chirurgien dentiste de l'Ecole Polytechnique, y est-il dit, a constaté le mauvais état de la dentition des élèves admis à l'Ecole Polytechnique ; il attribue cette situa-

tion regrettable à l'insuffisance des services dentaires dans les établissements publics et privés d'enseignement secondaire placés sous la tutelle ou la surveillance de l'Etat, et propose comme remède d'établir dans les établissements publics et libres, un service d'inspection gratuit et obligatoire.....

« En conséquence, M. le ministre a pensé qu'il suffirait pour le moment d'instituer une visite des bouches des élèves qui aurait lieu deux fois par an, en octobre et en avril, dans chaque lycée, par les soins du dentiste de l'établissement, sous la réserve que les parents y consentiront par autorisation écrite.

« Le Proviseur avisera les familles intéressées que de l'avis du dentiste, la dentition de leurs enfants, nécessite des soins.

« Les petites opérations continueront à se faire gratuitement à l'infirmerie, mais il est bien entendu que les opérations plus importantes (obturation, aurification, poses d'appareils seront, comme à présent à la charge des familles. »

Cette simple mesure a eu les meilleurs résultats : les élèves sont venus à la visite, on les a débarrassés des dents rongées, détruites par la carie, des dents de lait qui gênaient la seconde dentition ; la plupart ont fait traiter les dents qu'on leur signalait comme pouvant être sauvées. Mais qui ne sait que la bouche réclame des soins journaliers ? Il est de toute nécessité de se nettoyer les dents, le soir, après le dernier repas, or à ce moment l'interne n'a même pas d'eau à sa disposition. Le matin, il réduit au minimum l'attirail de toilette qu'il

doit transporter de son lit au lavabo et du lavabo à son lit ; il ne fait que se rincer la bouche. Il en sera ainsi tant que dureront les dortoirs.

On me permettra ici d'ouvrir une parenthèse, la circulaire du 27 mars que je viens de citer comporte un enseignement : on y voit le médecin attaché à un établissement suggérer une mesure utile. Le fait est rare : l'administration presque toujours n'a fait que s'inspirer de l'opinion pour accomplir ses réformes : elle a semblé les subir, du moins n'en avait-elle pas deviné l'urgence avant la plupart des intéressés. Le médecin, dans chaque établissement, pouvait être un guide sûr, invitant aux initiatives heureuses, l'Université ne l'a pas voulu. Sans lui, on s'est attaqué aux vieux murs qui arrêtaient le soleil, aux tables trop hautes, à tout ce qui heurtait les regards et les commissions se sont succédées à mesure que se précisaient des critiques.

Sans lui, on a négligé bien des détails qui ont leur importance. Oh ! je ne nie pas la haute compétence des commissions appelées à statuer sur les questions qui leur étaient soumises, je m'étonne seulement que ces questions soient venues si tard, que le médecin du lycée n'ait pas pu les faire naître. Hélas ! il n'a jamais connu que le chemin de l'infirmerie ; sans se détourner, il est allé au malade cloué sur son lit par la fièvre, là seulement on le jugeait utile. Les décrets de 1901 ne lui font pas la part plus large.

Un article de M. Pinard, dans la revue scientifique me révèle que je n'en ai pas fini avec la toilette journalière. « Est-il besoin, dit M. Pinard, d'insister à l'heure

actuelle sur l'importance et la nécessité de la propreté des mains ? Combien d'individus, rentrant à la maison, se déchaussent, se souillent les mains des poussières recouvrant leurs chaussures et prennent ensuite le repas sans se laver. Est-il nécessaire d'expliquer le mode de contagé ? Ne voyez-vous pas les germes pathogènes, ramassés dans la rue ou ailleurs, passer de cette façon, des pieds aux mains et des mains au tube digestif ? S'il est avéré que le choléra se prend fréquemment de cette façon, il est non moins certain que beaucoup de maladies relèvent de cette origine. « Eh ! bien, ce principe, si élémentaire au point de vue de la propreté, si important au point de vue de l'hygiène, se laver les mains, l'apprend-on, l'applique-t-on à l'école ? J'affirme que non et je dirai plus, on ne l'apprend ni à l'école primaire, ni au lycée. « Combien sont rares les établissements qui reçoivent des élèves demi-pensionnaires, des élèves internes, où règne l'obligation de se laver les mains avant de se mettre à table ? »

Très rares en effet, dirai-je, non pas les établissements où règne l'obligation de se laver les mains avant de se mettre à table, mais ceux où l'on a la possibilité de le faire. Une circulaire de 1902, déjà citée, dit en effet : « A chaque réfectoire devra être annexé un lavabo, aménagé dans une salle spéciale et où les élèves devront se laver les mains, avant de se mettre à table. » Ce lavabo n'existe pas.

Il est d'autant plus permis de le regretter que le lycéen a aussi peu souci de la poussière de ses chaussures que de celle de la cour. Vingt fois par récréation, il ramasse

sa balle, une heure durant il fait rouler ses billes sur la terre, avec la plus complète indifférence à l'endroit des germes pathogènes. Le tambour roule, il suspend en hâte ses jeux et rentre en étude les mains souillées.

Les cours de récréation possèdent il est vrai une fontaine, mais l'enfant qui vient de jouer ne pourrait boire sans danger, il est en nage. « Bon nombre de maladies du reste, entre autres la fièvre typhoïde, si redoutable pour les jeunes sujets, se contracte surtout par l'usage des eaux souillées circulaire administrative. » C'en est assez pour motiver des mesures : à Paris on a supprimé la fontaine, en province on l'interdit à la fin des récréations.

Il y a là un bel exemple de la façon dont on applique, toujours en dehors du médecin du lycée, les règlements élaborés par les commissions d'hygiène. Je sais que l'on a placé une fontaine portative dans chaque salle, pour le cas où un élève viendrait à renverser son encrier ou se serait vu obligé d'écrire à la craie, mais dès l'entrée à l'étude, le plus agile s'en rend maître et ses camarades n'attendent pas, d'ailleurs la provision d'eau est vite épuisée. Il faudrait pour parer à un tel état de choses, installer à la porte des études ou dans une salle ouverte sur la cour des récréations, les lavabos actuels des dortoirs transformés.

Après ces considérations sur la toilette journalière, il ne me reste qu'à dire un mot des bains donnés aux élèves. C'est vers 1834, que certains lycées, en même temps qu'ils installaient des fourneaux dits économiques, établirent un service régulier pour les bains de pieds et

même pour les bains complets. En ce qui concerne ces derniers, il ne reste rien d'une installation primitive dans les vieux bâtiments qui ont survécu. Il est probable que dans les villes situées près des cours d'eau, on se bornait à confier les divisions à tour de rôle, au professeur de gymnastique, pour que durant l'été il enseigne la natation, et il est des collèges qui ne connaissent encore que les bains de rivière, pratiqués de la sorte. Plus tard on décida de conduire de loin en loin les enfants dans les établissements de la ville, et on demandait aux familles une rétribution qui ne fut supprimée qu'en 1897.

Aujourd'hui les élèves prennent un bain de pieds par semaine et un grand bain par mois ; c'est insuffisant pour eux qui jouent sans cesse dans la poussière des cours. Un petit nombre d'établissements, Henri IV, Lakanal, Montaigne, possèdent déjà une installation d'appareils à douches tièdes dont on fait usage une fois par semaine. On ne peut que souhaiter que tous les internats soient dotés au plus vite d'appareils semblables.

Ainsi les améliorations ici réclamées, sont déjà acceptées en principe, l'extrême urgence n'en est plus à établir, et l'administration connaît la manière de les réaliser. Néanmoins j'ai cru pouvoir en parler encore parce que malgré tout, les choses restent en l'état.

IV

Sur la tuberculose dans l'internat.

L'administration des lycées a promptement adopté des mesures contre les maladies contagieuses réputées de vieille date, maladies à grand fracas mais qui ne sont pas toujours des plus terribles ; elle gardait jusqu'à ces derniers temps, une paisible quiétude en face d'un mal qui insidieusement se glisse et met le plus souvent des mois ou des ans à marquer sa trace aux yeux de tous. Cependant la phtisie est fréquente au lycée, si fréquente que peut être, il n'est pas un ancien élève interne qui ne garde le souvenir de camarades morts vers les vingt ans, on ne sait trop de quoi d'ailleurs : au lycée même, ils avaient une mauvaise santé, le surmenage qu'ils se sont imposé pour les examens a fait le reste. Polytechnique, Saint-Cyr, l'école normale surtout paient ainsi chaque année un lourd tribut au fléau.

En 1902, on s'est décidé enfin à réunir une commission chargée d'indiquer les mesures prophylactiques utiles, et nous lisons dans les règlements édictés à cette époque : « Pour devenir tuberculeux, il ne suffit pas de recevoir les germes, il faut encore que ces germes

trouvent un terrain favorable à leur développement. » C'est dire que la lutte préventive doit s'adresser à la fois aux deux éléments, terrain et germe. Néanmoins les mesures adoptées, nous le verrons dans un instant, tendent surtout à écarter les malades devenus contagieux. On n'en peut attendre que des résultats incertains et nous croyons nécessaire de placer ici quelques considérations.

D'abord on accepte comme internes des enfants trop jeunes. Ils s'alimentent mal, dédaignent certains plats et ne mangent rien certains jours. Ils ont en un mot les fantaisies de leur âge et la surveillance ne saurait être assez active pour qu'ils ne puissent suivre leurs caprices. Venu l'âge de la puberté, ils sont anémiés, affaiblis, éminemment disposés à recevoir les germes morbides.

Est-il donc nécessaire d'avoir des internes de huit ans ? Ils seront sevrés de bien des attentions particulières. Une dame, il est vrai, accompagne les plus petits, partage ses soins entre tous, mais ce partage même se fait au détriment de chacun d'eux. Trop vite, il faut au bambin une part d'initiative, il lui faut s'intéresser aux choses matérielles, et puis ruser parfois avec un règlement fait quand même pour contrarier ses goûts.

Moralement il ne peut que se gâter : après avoir eu beaucoup de peine à s'acclimater d'abord, il s'adapte ensuite si parfaitement à la vie qu'on lui impose, qu'il n'est plus que le petit bonhomme entendu qui connaît la règle, qui sait s'arrêter juste au moment où com.

mencera la repression. Son effort jamais n'est payé d'une caresse, les paroles d'encouragement auxquelles les enfants sont d'ordinaire si sensibles, ces douces gronderies dont il s'est déshabitué le laissent indifférent, peu à peu il devient la forte tête dans la classe.

Les études, du moins, y gagnent-elles ? Il ne paraît pas. En province, bien des fils d'instituteurs, des fils de paysans abordent l'internat vers la douzième année ; ils ont en poche leur certificat d'étude et entrent en sixième. Bien portants, ils travaillent ; le souvenir de la famille, plus vif, les rend capables de plus d'efforts et leurs progrès sont rapides. Souvent ils conquièrent la première place pour la garder jusque dans les classes supérieures.

Pratiquement, il est possible de n'accepter plus comme internes des enfants trop jeunes. Les études secondaires comprennent aujourd'hui deux cycles, dont le premier correspond assez exactement aux études primaires ou les continue. Que ceux qui ne peuvent avoir leurs enfants externes dans un lycée, les gardent à l'école primaire et il est des écoles primaires partout.

En second lieu, on ne tient aucun compte des prédispositions natives ou acquises, faibles ou forts on accepte tous les enfants qui se présentent à l'internat, si même on ne les appelle comme boursiers. Il faut bien avouer pourtant qu'un régime, pour si parfait qu'il soit, ne saurait convenir indistinctement à tous les individus, et cela d'autant plus que ce régime ne va pas sans la vie sédentaire imposée dès l'enfance. Je n'oublie pas la part faite aux exercices physiques, je sais les tentatives

de jeux en plein air, mais écoutez ce qu'en a dit un père de famille dans la *Revue Scientifique* : « Ce n'est pas par la culture intensive de quelques biceps phénomènes, fleurs de cabotinage, à laquelle on se livre dans certains établissements, au détriment du troupeau, qui, mieux que les organismes puissants seuls entraînés, aurait précisément besoin de grand air et d'oxygène que nous pouvons espérer une régénération quelconque de la race ou même une amélioration, ou seulement une lutte sérieuse et utile contre la dégénérescence menaçante. »

L'internat, en effet, continue à être peu favorable à beaucoup d'enfants, on peut s'en rendre compte en consultant les fiches sanitaires individuelles dont une circulaire de 1903 établit la création dans les termes suivants : « Dans tous les internats, chaque élève aura une fiche sanitaire contenant les indications suivantes : Le poids corporel, la taille et le périmètre thoracique. Ces indications doivent être consignées tous les trois mois à date fixe. »

Les fiches sont encore peu nombreuses. Pendant l'année scolaire 1902-1903, sur 95 élèves, 53 ont offert un accroissement en poids variant de quelques centaines de grammes à 3 et 4 kilos, avec un accroissement moyen de 1 kilo 450 grammes ; 9 ont gardé un poids à peu près invariable ; 33 ont subi une diminution moyenne de 1 kilo 450 grammes. Cette diminution de poids s'est observée plus souvent chez les élèves déjà âgés, dont la taille ne s'accroît en moyenne que de un demi centimètre, l'accroissement moyen pouvant être

porté à un centimètre pour l'ensemble. La mesure du périmètre thoracique est évidemment moins précise, sans qu'on ne puisse nier que sa diminution ait pu être constatée souvent, mais n'est-il pas hors de doute que la moitié des enfants à peu près (9 + 33, sur 95) dont la taille s'accroît sans que le poids augmente, offrent un développement défectueux.

Cela est sûr, l'internat par lui-même, la vie entre quatre murs, la privation d'air et d'espace, le travail sédentaire, constituent une cause d'affaiblissement, tout en multipliant pour l'enfant les chances de contagion.

On lit dans notre circulaire de 1902, déjà citée : « La tuberculose, maladie microbienne, contagieuse, ne se transmet pas par voie d'hérédité : l'enfant ne naît pas tuberculeux, il le devient. La contagion est la seule cause de la tuberculose. »

Que l'infection intra-utérine soit, en effet, possible ou non, de même que la transmission par le sperme (Landouzy) ; que la tuberculose congénitale soit incompatible avec la survie ou qu'il y ait au contraire une tuberculose héréditaire tardive comme une syphilis héréditaire tardive ; que l'imprégnation du fœtus par les toxines maternelles entraîne des modifications permanentes dans sa nutrition ou que l'enfant soit seulement exposé après sa naissance à des causes nombreuses de contamination, peu nous importe. M. Mayet n'en a pas moins pu trouver des antécédents tuberculeux chez 70 0/0 des sujets de tous âges atteints de tuberculose.

Les récentes recherches de M. le professeur Grancher sur les ravages de la tuberculose dans l'école parisienne offrent plus d'intérêt pour nous. La tuberculose ganglio-pulmonaire, nous dit-il est terriblement fréquente...

Sur 438 garçons examinés, on a trouvé 126 cas douteux qui ont fait l'objet d'un second examen dont la presse médicale rapporte ainsi le résultat: « 62 enfants, soit 14 par 100 environ, ont été reconnus atteints, à des degrés divers, de lésions tuberculeuses ou fortement suspectes. La coexistence de la tuberculose des parents et des enfants a été souvent notée. Un est atteint de lésion pulmonaire avancée et doit quitter l'école pour l'hôpital; 15 sont assez sérieusement touchés quoique leur maladie soit encore fermée: la campagne ou un sanatorium leur conviendrait à merveille. 46 atteints légèrement et surtout d'adénopathie trachéo-bronchique, peuvent continuer à suivre l'école mais avec un traitement préventif... »

Tout nous porte à croire que la même proportion des cas douteux se retrouverait parmi les enfants du lycée et pour qu'il en soit autrement, on ne saurait se prévaloir des conditions de vie meilleures quand il s'agit des internes. Autant dire que 28 0/0 des élèves qui sont actuellement pensionnaires au lycée, gagneraient à n'y être pas.

Si l'on veut, nous retiendrons simplement le fait qu'une prédisposition certaine à devenir phtisique se traduit souvent par des signes cliniques précis: adénopathie trachéo-bronchique: développement des ganglions superficiels, cervicaux, axillaires, etc.: derma-

tites; conjonctivites phlyctenulaires à répétition : coryza chronique; accroissement des échanges gazeux : déminéralisation organique en chaux et magnésie, etc., etc. Il y a là de quoi motiver largement l'intervention d'un médecin avant de décider de l'admission d'un interne au lycée.

Mais il n'est pas, jusqu'à la rougeole, la coqueluche, la grippe, toutes les maladies aiguës dans la période de la convalescence, toutes les maladies chroniques, tout tout ce qui débilité, qui ne favorise l'invasion du bacille de Koch. Et l'administration ne daigne pas en connaître. Qu'un de ces enfants qu'elle accepte soit une proie marquée pour le terrible mal, elle veut l'ignorer. Une lourde porte vient fermer l'horizon de verdure, dernier espoir ménagé peut être à la fuite devant la mort et, soyez-en sûrs, le maître ou le camarade sont là semeurs souvent inconscients et méconnus du germe qui peut tuer.

« La tuberculose ouverte, contagieuse, lit-on encore dans notre circulaire ministérielle est relativement rare chez l'enfant. On peut donc aisément prendre des mesures à l'égard des écoliers atteints de telles lésions. » Est-ce à dire qu'on ne veut se préoccuper du malade que lorsqu'il est contagieux? Non! heureusement et une circulaire du 27 octobre 1896, pose en principe que « l'intérêt du malade exige impérieusement que dès le début de l'affection, il ne soit plus soumis au régime des maisons d'éducation. C'est à ce moment que des soins peuvent être suivis de succès. Le grand air, le soleil, les longues promenades, une alimentation spé-

ciale, priment tous les moyens thérapeutiques que l'on doit prescrire. Le séjour dans l'air renfermé, les classes, études, dortoirs, quelles que soient leurs dimensions est nuisible à l'enfant. » Et cette circulaire ajoute : « Le chef de l'établissement doit se préoccuper de la santé de tous les élèves, si pour les uns, il doit les préserver de la contagion possible, son devoir pour assurer la guérison du malade est de prévenir la famille en s'appuyant sur l'avis du médecin. »

Prévenir la famille ! sans doute pour qu'elle agisse à sa guise, puisque déjà on laisse aux parents le soin de décider si l'internat convient ou ne convient pas à leur fils. Croit-on donc qu'ils sont bons juges ? qu'on se rappelle le mot de H. Benett : « Les lois de l'hygiène, dit-il, comprennent les conditions corporelles, mentales, sociales qui sont les plus favorables au parfait développement de l'économie humaine. » Et il ajoute : « Ces conditions sont particulièrement méconnues par la grande majorité de la race humaine. »

Celà ne serait-il plus vrai ?

Le souci des études s'allie trop dans la famille au souci de l'avenir de l'enfant et puis on s'imagine aisément qu'il est facile, au lycée de se soigner au besoin. Que de fois n'ai-je pas entendu le proviseur s'écrier : En m'annonçant un interne, on ne me parle jamais de sa santé, mais à peine est-il là, il me faudrait le sortir de la vie commune, le dispenser même des cours pour lui faire suivre des traitements ou des régimes particuliers. » Bon nombre arrivent en effet, munis d'ordonnances variées dont quelques-unes suffiraient à absor-

ber une partie de la journée et nécessiteraient la présence d'un domestique : bain salé, frictions au gant de crin, gymnastique orthopédique, suralimentation, etc. .

Le lycée n'est pas un hospice. Que le règlement devienne aussi flexible qu'on le voudra, il n'en faudra pas moins qu'à un moment précis, tous les élèves soient à la porte de la classe, de l'étude ou du réfectoire, il n'est pas possible que chacun d'eux aille de son côté à ses petites affaires. Un traitement, d'autre part, ne saurait être profitable à l'enfant s'il absorbe ses récréations. On aménage des bains douches, il faudrait des bains sulfureux, des bains chlorurés, que sais-je ?

Les parents se trompent étrangement en demandant une ordonnance sans dire d'abord, mon fils va être interne au lycée. Souvent le médecin n'aurait qu'à répondre, gardez encore votre enfant près de vous. Le petit gagnerait de toutes manières à ce que le conseil soit suivi car il lui faudra passer deux ans dans chaque classe, tant sont réduites ses forces.

L'administration doit témoigner de plus de perspicacité et il lui importe de se persuader que la contagion n'est pas tout dans la tuberculose. Les mesures de prophylaxie les plus rigoureuses ne donnent en effet des résultats que si l'on veut bien opérer une sélection parmi les sujets. De 1885 à 1887, la phtisie devint d'une fréquence extraordinaire dans le corps des sapeurs pompiers de Paris. M. Kelsch, qui rapporte le fait, déclare qu'il suffit de renforcer l'alimentation, d'alléger le service, de réformer les hommes peu vigoureux pour

ramener le mal à son taux ordinaire et il ajoute : « Il n'est venu l'idée à personne d'attribuer cette poussée formidable à une levée exceptionnelle de germes incorporés dans la poussière des chambrées, car le régime hygiénique de celles-ci fut exactement le même, ni plus ni moins mauvais pendant, qu'avant cet épisode. Ce qui fut changé, c'est le terrain, c'est la résistance des hommes. »

L'Etat a droit à toutes les garanties quand il s'agit d'accorder une bourse d'internat ; une enquête est possible sur la santé de celui qui sera l'objet d'une telle faveur et on a le droit même de s'étonner en voyant le futur boursier dispensé de se présenter devant un conseil de santé, comme le font les candidats à nos grandes Ecoles. Ce conseil aurait à éliminer des sujets, à reporter des candidatures à l'année suivante ; il pourrait apprécier l'établissement qui convient mieux, il lui suffirait dans certains cas de détourner l'enfant de la grande ville, de le diriger de préférence vers un lycée déterminé et il est aux portes mêmes de Paris des établissements qui présentent d'immenses avantages, Lakanal, Vanves, etc. Dès ce moment l'élève saurait si des études suffisantes lui permettront l'accès des écoles spéciales : aujourd'hui, on le laisse se diriger vers Polytechnique, vers Saint-Cyr, sauf à le refuser ensuite, le vouant aux amers regrets des efforts perdus.

En ce qui concerne les internes libres, il est facile d'exiger qu'il soit joint à chaque demande d'admission, un certificat médical relatant les antécédents personnels de l'enfant, son état de santé actuel et au besoin ses

particularités fonctionnelles, anatomiques ou pathologiques : paralysies, déformations, hernies congénitales, végétations adénoïdes, etc. Au vu de ce certificat, on pourra refuser l'élève comme interne, le fait même de l'exiger apprendra aux familles que l'internat est fait pour les robustes. On ne sera plus exposé comme aujourd'hui à avoir des pensionnaires atteints, par exemple, d'incontinence et qui, on s'en doute, manquent des soins nécessaires.

Le certificat d'entrée s'ajouterait à la fiche sanitaire individuelle et le lycée aurait là une pièce propre à dégager sa responsabilité dans certains cas. Au cours des visites trimestrielles ordonnées depuis 1902, le médecin a constaté des déviations rachidiennes nombreuses et qui toutes, certes, ne pouvaient être mises à l'actif du lycée ; des varices chez des jeunes gens qui se destinaient aux Ecoles militaires et qui, n'y pouvant entrer, ont eu grand intérêt à être avertis de bonne heure. Il a trouvé des végétations adénoïdes ; il a découvert même des hernies méconnues chez des élèves, internes depuis plusieurs années. On dût prévenir les parents et il s'en est trouvé pour répondre simplement : « Mon fils a pris cela au lycée, il est interne, vous lui devez les soins, je vous autorise à faire le nécessaire. » La part des responsabilités qui incombent au lycée sera facile à établir avec le certificat d'entrée.

Au lieu d'adopter des mesures si simples, l'administration s'est attachée à éviter la contagion, ce qui n'est ni commode ni bien sûr. Je dirai un mot des règlements institués et de la manière dont on les applique.

D'abord, je ne nie pas la nécessité de se soustraire autant que possible aux atteintes du bacille et, en ce qui concerne les maladies contagieuses, je déplore l'ignorance des élèves à l'égard des précautions que commande la plus élémentaire prudence. Deux d'entre eux, candidats à Polytechnique, eurent, par exemple, le 29 mai, l'idée de visiter un camarade retenu chez lui par les oreillons. L'un rentrait à l'infirmerie le 7 juin ; l'autre le rejoignait le lendemain. Tous deux, courant les risques d'une localisation du mal assez fréquente à leur âge et désolés d'avoir compromis leurs examens déjà commencés. Ils ne savaient pas s'être exposés à un danger.

Ces grands élèves, qu'une ridicule tradition, vestige des taupes et des corniches passées, affuble des vêtements en loques et de la coiffure crasseuse de ceux qui les ont précédés dans la classe depuis dix ans peut-être témoignent d'une ignorance aussi préjudiciable. Il ne sert à rien d'afficher un règlement où les enfants ne voient que des obligations disciplinaires nouvelles, et les cours mêmes d'hygiène, confiés au professeur habituel, se résument pour eux en un ensemble de formules qui ne se rattachent à rien de réel. En quelques conférences, à l'aide d'exemples bien choisis, le médecin du lycée saurait obtenir plus et mieux. Les hygiénistes se plaignent avec raison de ce que leurs conquêtes restent inconnues du public, c'est au médecin qu'il appartient d'en faire part aux élèves de nos lycées.

D'ailleurs, on ne se fait pas une loi d'isoler les malades devenus dangereux pour ceux qui vivent dans

leur voisinage. Les circulaires à ce sujet sont précises : « Nul, dit l'une d'elles, ne doit pouvoir être admis comme maître dans un établissement d'enseignement de quelque ordre qu'il soit, s'il n'a préalablement subi un examen médical. Cet examen médical doit avoir pour sanction l'élimination de tous les candidats chez lesquels il aura révélé l'existence de lésions tuberculeuses des poumons. Il importe donc de soumettre les candidats à la visite médicale avant qu'ils n'aient acquis aucun droit. »

Le règlement est parfait à la condition qu'on ne garde pas toute sévérité pour un phtisique à la période non douteuse. La profession nécessite un état de santé que l'on doit constater chez tous les candidats. Pour accorder toute faveur au concours, l'Etat doit faire entrer en ligne de compte, les aptitudes physiques, c'est-à-dire les services que l'on sera en droit d'attendre plus tard des concurrents, ce serait le cas pour les boursiers de licence ou d'agrégation. En réalité, l'examen médical n'a pas lieu.

« Lorsque la tuberculose, dit encore la circulaire, apparaîtra chez un maître dans le cours de ses fonctions, il conviendra de le mettre en inactivité avec traitement soumis à la retenue, pendant le temps nécessaire à sa guérison. » Eh bien ! écoutez ce qu'un père de famille a pu écrire, il n'y a pas bien longtemps, dans la *Revue Scientifique* : « Il y a trois ans, lorsque j'ai eu fait inscrire mon petit garçon pour la classe de huitième, je n'ai pas tardé à apprendre que le professeur était un tuberculeux avéré, présentant une tuber-

culose ouverte, que dis-je ? Arrivée au dernier terme de son évolution ! Et il n'y a pas à dire non, puisqu'au mois de janvier, le malheureux était obligé de quitter la classe pour mourir peu de temps après.....

« Justement effrayé de cet état de choses, je compléai mon enquête et je pus constater, de mes deux yeux, que le malheureux crachait tout simplement sur le plancher de sa chaire !!! Comme si un professeur et une administration d'enseignement public avait le droit d'ignorer ce que les affiches apprennent au moindre conducteur d'omnibus. — Il est dangereux autant que dégoûtant de cracher à terre.

« Malgré ma répugnance à porter plainte, je n'ai pas cru devoir rester dans l'inaction, autant pour mon enfant que pour ses camarades, et j'ai été rendre visite au proviseur, pour l'informer d'une situation qu'il connaissait déjà, en partie au moins, m'étonnant que l'administration n'ait pas pu trouver à caser dans ses bureaux un malheureux maître dont la profession était pour lui-même un supplice et pour les autres un danger, signalant les souillures des crachats qui, séchés à l'air libre, ne pouvaient manquer de mêler leurs bacilles pathogènes aux poussières de l'air..... »

Inutile de poursuivre cette citation. Le père de famille aurait probablement ignoré le professeur tuberculeux si son fils avait été interne ; le malade même pouvait être le répétiteur qui accompagne les enfants un peu partout, s'enferme avec eux de longues heures dans les études et couche dans le même dortoir. Il importe que l'administration agisse de sa propre initiative.

Elle a su proscrire le balayage à sec des salles et des couloirs du lycée et introduire l'usage de la laine humide. Un crachoir a été placé dans chacune des salles les plus fréquentées, mais ici on est allé presque à l'encontre du but à atteindre. Un médecin aurait conseillé le système commode et vraiment efficace adopté pour les hôpitaux, mais on n'avait que faire de l'avis d'un médecin : il suffisait de quelque chose qui eût nom crachoir. On s'en est tenu au vase plat rempli de sciure dans lequel on ne crache jamais qu'à côté. Les élèves ne s'en privent pas, la vue du vase fait naître le besoin et ils crachent, sans même toujours approcher, à tel point qu'on se demande si cette innovation vaut d'être conservée.

D'autre part, comment l'administration peut-elle savoir qu'un maître est tuberculeux. au moment opportun, c'est-à-dire avant que l'affection ne l'ait conduit au dernier terme de la misère physiologique ? Le malade, dira-t-on, convaincu tout le premier de l'intérêt qu'il a à se soigner, viendra se révéler lui-même. Peut-être, s'il dépend d'un proviseur qui s'intéresse à son personnel et s'il espère conserver la jouissance de son traitement.

Mais non ! le plus souvent, car, écoutez.

Un répétiteur au traitement de 2.500 a un jour une hémoptysie, qui se répète le lendemain et quelques jours après. Il était en vacances, il consulte, on le rassure, il attend. Peu après la rentrée, nouvelle hémoptysie peu abondante d'ailleurs : effrayé il se présente devant le médecin et celui-ci le reconnaît tuberculeux.

Sans hésiter, notre malade sollicite un congé : sa famille ne peut le recevoir, il songe à se faire admettre dans un sanatorium. Il paiera sans doute 150 fr. (Bligny), mais il touche 200 fr. à peu près, tout est bien. Ses démarches aboutissent. Avant la fin du premier mois, grande inquiétude, malgré la circulaire on lui fait savoir qu'il ne touchera plus que la demi solde ; il lui faut quitter la maison hospitalière. Bien heureux si quelque jour on ne lui annonce que ses mensualités sont supprimées et qu'il n'a plus à compter que sur un faible secours. Vivre d'abord et guérir s'il se peut, voilà ce que les malheureux ont à se dire, ce qu'ils se disent et je le conçois. Si d'ailleurs le hasard les fait connaître, un père de famille vient de nous le dire, on n'ose pas agir contre leur intention.

Il n'en va pas autrement même quand le malade est un élève. Dans un de nos plus grands lycées, un jeune homme d'une vingtaine d'années, candidat à l'Ecole normale, se présentait une fois de plus devant le docteur, il y a quatre ans. Il venait de remarquer du sang dans ses crachats ; depuis longtemps déjà, il se sentait très faible, peut-être parce qu'il n'avait plus de sommeil : il gênait même ses camarades au dortoir avec sa toux.

Il était connu, et, après examen, un doute n'était guère possible. Pour la vingtième fois, au moins, le docteur lui prescrivit de quitter le lycée, d'aller habiter la campagne, de cesser ses études. Mais ces conseils répétés finissaient par l'exaspérer. « Non ! fit-il, je ne veux pas renoncer à mon école. L'espoir d'y entrer m'a fait

accepter neuf ou dix ans d'internat, j'ai travaillé de façon à rendre le succès possible, je ne veux pas sacrifier tout cela. L'année m'a beaucoup fatigué, mais les vacances me remettront et j'irai bien jusqu'au bout maintenant. »

Dès qu'il eût quitté la salle des consultations, le docteur insista auprès du proviseur pour qu'il fût renvoyé dans sa famille : sa présence n'était pas sans grands dangers pour ses camarades. Je ferai ce que vous voudrez, répondit le proviseur, mais le cas est bien pénible : c'est là un de nos plus brillants élèves, il est sûr du succès. Les parents durent être avertis, mais le jeune homme resta au lycée. Entré à l'école au mois de novembre suivant, il ne put résister, son mal s'aggravait ; on le rendit à sa famille, il mourut l'hiver même.

Ce n'est pas là un cas isolé, mais je suis gêné par les dates trop récentes. Il est des élèves, qui, obligés par le médecin à quitter le lycée, se font admettre néanmoins par le conseil de santé chargé d'examiner les candidats aux écoles spéciales et qui s'appuient ensuite sur cette décision pour redevenir internes.

Quoi que disent les circulaires, c'est presque toujours le malade lui-même qui décide de son sort. Sa petite toux sèche ne date pas d'aujourd'hui, elle le gênait peu d'abord et il a eu le tort de ne pas venir prendre une consultation pour elle. Cela s'est aggravé, il respire avec difficulté, cette même toux l'empêche à présent de dormir, rien ne le calme, il maigrit, il a des sueurs la nuit. Il lui faut sans doute plus de temps pour

guérir maintenant, mais il guérira, et il compte sur les vacances. Ce même espoir arrête les pleurs des siens, il peut aisément les persuader et il ne renonce pas à la carrière choisie.

Le proviseur aussi se laisse attendrir, c'est chose grave pour lui que la mise hors du lycée d'un élève. Le médecin avec ses solutions extrêmes n'est à ses yeux qu'un auxillaire gênant qui peut être appréciée mal la portée d'une telle mesure et qui du moins n'est jamais aux prises avec les difficultés. Les professeurs, se mettant de la partie, à la demande du jeune homme font intervenir ses chances de succès.

Le malade reste au lycée tant qu'il peut mener la vie commune : ses camarades l'ignorent et lui gardent toute l'intimité que les lycéens s'accordent entre eux. On échange un verre, on prend la cuiller du voisin à table, on utilise la même tasse pour boire pendant la récréation ; ce sont choses défendues mais coutumières, Comme en 1864, les lits au dortoir sont disposés sur deux rangées et séparés par un intervalle de un mètre. Cet espace est occupé presque en entier par une table de nuit basse et non fermée, celle de l'un des voisins. Les haleines se confondent presque ; celui qui tousse, tousse dans le visage de son camarade ; le malade qui crache dépose ensuite son mouchoir sur la table de nuit au-dessus de laquelle tous deux respirent.

On juge du mal que peut faire un phthisique dans ces conditions. La création des fiches sanitaires constitue une mesure excellente en ce qu'elle oblige les élèves à

se présenter à la visite tous les trois mois, mais il importe peu si aucune sanction ne doit intervenir.

Revenons une dernière fois à notre circulaire de 1902. On y peut lire :

« Nul ne doit être admis comme serviteur dans un établissement d'enseignement s'il n'a été soumis à un examen médical à l'entrée. »

Cette prescription encore n'est pas observée et la tuberculose n'est pas rare chez les employés. D'ordinaire, quand le malade est obligé de cesser ses services, on s'en débarrasse en le décidant à se rendre à l'hôpital.

Pourquoi l'administration ne demande-t-elle pas à ses serviteurs les garanties que l'on réclame de ceux qui sollicitent un emploi dans les services dépendant de la ville de Paris, de la préfecture de la Seine, etc. Si je ne me trompe, les candidats à ces emplois sont réunis tous les trois mois et s'ils savent lire et écrire, ce dont on s'assure, on les soumet à un examen médical. Une telle façon d'agir se concevrait d'autant mieux qu'on vient de titulariser les serviteurs du lycée, mesure qui, en leur faisant espérer une pension de retraite à laquelle ils ont tous les droits, facilitera leur recrutement, malgré l'offre de gages dérisoires. »

Ainsi, l'administration, par ses commissions successives, a pu établir un règlement acceptable encore qu'imparfait et incomplet, mais provisoires ou économes, imprégnés des vieilles routines, ne s'y conforment pas. Il existe, en somme, un ensemble de formules que personne ne traduit en réalités pratiques. Au lieu

de confiner le médecin du lycée dans les chambres de malades, il suffirait de lui demander de s'intéresser à tous les élèves : ses connaissances le désignent pour vérifier l'application des mesures prophylactiques et les adapter au besoin à des nécessités spéciales, car il peut juger des conditions particulières du lycée. Obligé par ses fonctions à se tenir au courant des progrès réalisés, il saurait faire bénéficier les lycéens des conquêtes de chaque jour, avant qu'on ne songe à consulter une commission. C'est de cette manière que je souhaite que son rôle soit compris.

CONCLUSIONS

Pour conclure, nous demandons que soient prises promptement les mesures suivantes déjà adoptées en principe :

1° Transformation des dortoirs en chambres séparées, aménagées de manière que chaque élève puisse procéder complètement à sa toilette.

2° Aménagement de bains douches dont on fera un fréquent usage dans tous les internats.

En outre :

3° L'âge minimum de l'acceptation dans l'internat devrait être élevé et porté par exemple à 10 ans au lieu de 8 ans.

4° L'enfant, quel que soit son âge, ne devrait être admis comme interne qu'après avoir été, au préalable, examiné par un médecin. Le boursier se présenterait devant un conseil de santé avant d'être appelé à concourir ; l'interne libre fournirait un certificat médical relatant ses antécédents personnels, l'état de sa santé, etc. Ce certificat établi sur modèle déterminé, serait joint à sa fiche sanitaire individuelle.

5° L'examen médical devrait être imposé, avant son entrée en fonction, à toute personne appelée à vivre au milieu des élèves. Au moment des épreuves, avant qu'ils n'aient acquis aucun droit, on devrait constater les aptitudes physiques des candidats aux bourses de licence ou d'agrégation.

6° Enfin, il faudrait accorder au médecin du lycée un rôle tout différent de celui qu'il remplit aujourd'hui ; lui permettre de surveiller la santé des enfants au cours de leurs études ; lui confier l'enseignement des notions d'hygiène qu'il est indispensable aux élèves de connaître : mieux que tout autre professeur, avec plus d'autorité, il saurait conseiller en ces matières. Il faudrait le charger d'ordonner toute mesure prophylactique nécessaire et d'en surveiller l'application sous sa propre responsabilité.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
DIEULAFOY.

VU : LE DOYEN,
DEBOVE.

Vu et permis d'imprimer .
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

